

« je vous jure,
les congrès
UGICT, c'est
du vrai travail »

page 6

Supplément spécial numéro 200

pages 9 à 12

chômage sans
dessert

page 3

comme une
lettre à la Poste

page 7

le cover-
design,
c'est un
vrai boulot

page 9

édito
émotion
(snif)

page 10



2010 - LOCAL DE LA CGT

le numéro 300 sera tellement interactif que tu pourras ouvrir des liens hypertextes en clignant des yeux !

l'édito

de *Philippe Martinez*

Penser autrement

Chaque soir, des membres du gouvernement, ou des éditorialistes experts auto-proclamés, nous assènt leur vérité sur la situation économique et sociale de notre pays. Leurs discours manquent d'objectivité, leurs arguments sont souvent orientés pour nous convaincre des bienfaits des politiques ultra-libérales. Ces « débatteurs » sans aucun contradicteur, nous expliquent leur monde, mais ce n'est pas le nôtre.

Le débat, c'est la confrontation d'idées, l'échange afin que chacune et chacun puisse se forger son opinion, son avis en toute connaissance. Nous refusons cet état de fait consistant à laisser croire que des « spécialistes » seraient les seuls à détenir la vérité et en parler au nom du plus grand nombre.

C'est pourquoi lire CGT au travers d'un tract, d'un journal comme celui que vous avez entre les mains, est essentiel pour prendre connaissance de nos positions et points de vue, d'une autre vision de la société, comme de réponses à des problèmes du quotidien. Contrairement à la caricature qu'on veut en faire, nous sommes un syndicat qui critique, qui s'oppose mais qui est force de propositions dans de nombreux domaines.

Ainsi, la période de pandémie que nous connaissons depuis plusieurs mois, a mis en avant la nécessité et le besoin de lien social, de solidarité. Quel meilleur symbole pour illustrer ça que l'ensemble et la diversité des services publics de notre pays ? Pourtant, certains s'évertuent à critiquer leur utilité en évoquant les lourdeurs administratives, en culpabilisant voire en insultant les agents, sans connaître ni la nature de leur travail, ni le niveau de leur traitement après 10 ans de gel du point d'indice, ni leur engagement auprès des usagers. Les fonctionnaires ne sont ni des nantis, ni des privilégiés mais des hommes et des femmes attachés à leur mission au seul service des citoyens, et en toute indépendance comme le prévoit leur statut.

La CGT considère que les services publics ne sont pas une dépense mais bien un investissement pour notre pays. C'est pourquoi nous considérons qu'il faut en finir avec les politiques d'externalisation d'activités ou de services sur la base d'une politique d'économies qui reste à démontrer. Tout comme il faut en finir avec le développement de la précarité...

Alors, bonne lecture CGT pour ce numéro 200.



Philippe Martinez
Secrétaire confédéral de TOUTE la CGT
(ici en compagnie d'un fan non identifié)

**Les perses : nos flèches
obscurciront les cieux !
Les spartes : alors nous
combattons à l'ombre.**

300 (le film)

Abonnez-vous à notre Newsletter !

Depuis plusieurs mois, nous produisons chaque semaine, sur Sezam, une Newsletter syndicale destinée à tous nos collègues de la MEL, syndiqué.es ou non.

En vous y abonnant, vous pourrez continuer à vous tenir au courant de notre actualité, recevoir nos informations et nos communiqués, et surtout maintenir un lien syndical en ce contexte sanitaire particulier !

Pour vous inscrire, il vous suffit de vous rendre sur SEZAM, puis dans les rubriques « Ma vie pratique » et « S'abonner aux newsletters », cocher le bouton « CGT » et enregistrer votre choix.

Vous pouvez également nous retrouver sur notre [site Internet](#), notre [page Facebook](#) et notre [compte Twitter](#).

N'hésitez pas à faire connaître nos outils autour de vous !

l'agenda

> **Jeudi 27 mai** – Visite du CHSCT au Parc Auto, 09h– 12h

> **Jeudi 27 mai** – Conseil d'administration du CAS, 14h – 16h en visio-conférence

> **Jeudi 10 juin** – Visite du CHSCT d'un bassin géré par le service Traitement des eaux usées, 09h – 12h

> **Mardi 15 juin** – Journée de mobilisation intersyndicale contre la loi de « transformation » de la Fonction publique

Prix **CGT MEL** de la bande dessinée

Le choix du chômage

de Benoît COLLOMBAT et Damien CUVILLIER

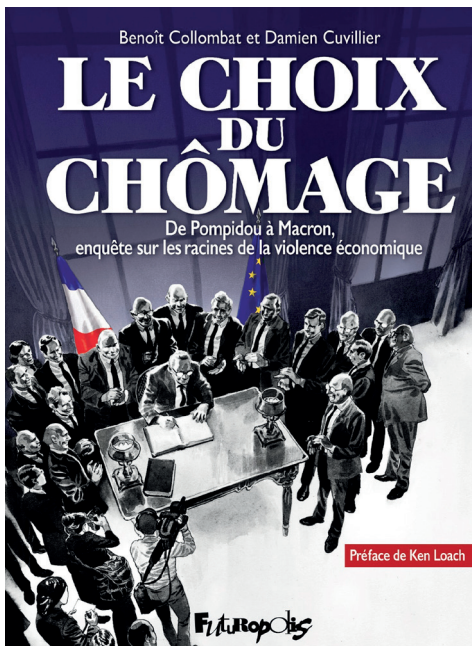
De quoi ça parle ?

Pourquoi la France est-elle passée de 250.000 chômeurs dans les années 1970 à près de 4 millions actuellement ? C'est la question à laquelle Benoît COLLOMBAT, journaliste à France Inter et Damien CUVILLIER, illustrateur de bandes dessinées, essaient de répondre. Pour ce faire, ils s'appuient sur de nombreuses sources écrites et audiovisuelles, ainsi que sur les témoignages de nombreux acteurs et personnalités impliqués dans les politiques économiques et industrielle nationales menées sous la V^e République, qu'ils recourent et mettent en perspective en les soumettant à l'analyse d'économistes et de sociologues.

Pourquoi on a aimé ?

En faisant le choix de traiter cette thématique sous la forme d'une bande dessinée, les deux auteurs arrivent à rendre accessibles à toutes et tous des concepts économiques très techniques. Cette démarche pédagogique permet, plus largement, à démontrer que le chômage de masse n'est pas un phénomène naturel, et donc indépassable. Au contraire, il est la conséquence de choix politiques faits par nos représentants nationaux qui, systématiquement, ont privilégié des politiques d'austérité économique, avec le chômage comme variable d'ajuste-

ment. Pour étayer leur démonstration, les auteurs citent de nombreux exemples nationaux et européens - adoption, en 1983, d'une politique de rigueur budgétaire par le gouvernement d'union de la gauche



élu en 1981 ; signature de l'acte unique européen en 1986 et adoption du Traité de Maastricht en 1992. Au regard de ces exemples, on est bien loin du mythe de « la seule politique possible ! »

En quoi ça nous concerne ?

Outre aux niveaux international et national, ces choix politiques ont des répercussions sur les territoires locaux. Le département du Nord et la métropole lilloise ont ainsi un taux de chômage et de pauvreté plus élevés que la moyenne nationale, octroyant un surcroît d'activité pour les collectivités publiques compétentes (dont la MEL), qui disposent en parallèle de moins de moyens humains et financiers pour pouvoir rendre service à leurs usager.es.

Le saviez-vous ?

La bande dessinée a été préfacée par le réalisateur britannique Ken LOACH, réalisateur de plusieurs films à succès et consacrés aux ravages économiques et sociaux des politiques libérales menées depuis les années 1980 en Angleterre.

Vincent Kaleba

Dans le même registre :

- > Documentaire de Gilles BALBASTRE. **Le chômage a une histoire**. 2001. Durée : 1h44
- > Ouvrage de Serge HALIMI. **Le grand bond en arrière : comment l'ordre libéral s'est imposé au monde**. Agone éditions. Marseille, 2012

NON à la « réforme » de l'assurance chômage !

Le gouvernement mène des politiques économiques générant du chômage... et pénalise « en même temps » les demandeurs d'emploi victimes de ces mêmes politiques économiques !

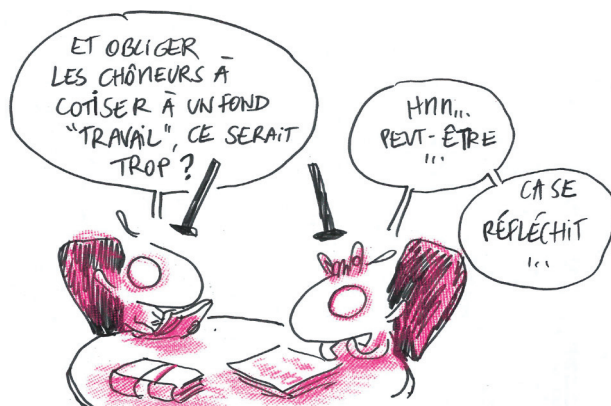
Ce non-sens trouve sa source dans la « réforme » de l'assurance chômage, remise sur les rails par le gouvernement après avoir été mise en sommeil durant la pandémie due au COVID-19. Concrètement, le décret d'application de cette « réforme », paru le 31 mars 2021, prévoit de nombreuses mesures qui limiteront encore plus les conditions d'indemnisation pour les personnes en recherche d'emploi (jusqu'à 40% de baisse des droits mensuels ; durcissement du seuil d'accès passant de 4 à 6 mois de travail). Au total, 1,7 millions d'allocataires verront leurs droits partiellement ou totalement supprimés, alors même que trouver du travail est actuellement plus compliqué pour eux, notamment en raison de la crise sanitaire.

Pour ces raisons, la CGT exige le retrait de cette « réforme » et déposera tous les recours possibles.

De même, elle appelle tous les salarié.es à se mobiliser au printemps, aux côtés des celles et ceux qui agissent pour le maintien et le développement de leur emploi et revendiquent leur droit de ne pas basculer dans le chômage. C'est en ce sens

qu'à la CGT MEL, nous avons participé à la manifestation intersyndicale du 23 avril dernier, à Lille.

Ensemble, partageons largement les propositions de mise en œuvre de la sécurité sociale professionnelle et d'un nouveau statut du travailleur salarié qui assurent à chacun le maintien de son contrat de travail et la reconnaissance de ses qualifications et expériences professionnelles, tout au long de sa carrière ! Il est temps que l'argent disponible et produit par le travail serve ENFIN à protéger les salarié.es et les privé.es d'emploi !



la rédaction

c'est pas un dialogue c'est un supplice...

1607

Un « dialogue social » s

Les réunions bilatérales merveilleuses d'Alain BERNARD !

Monsieur Alain Bernard, Premier vice-président de la MEL s'est permis beaucoup, voire même trop de choses lors du conseil communautaire du 23 avril.

Interpelé par un élu politique du groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire sur le dialogue social à la MEL et sur la coupure des deux boîtes mails de la CGT, Alain Bernard a affirmé que pour le dialogue social « il faut être deux et la CGT ne veut pas discuter ». Comment dirait mon petit frère : c'est celui qui dit qui est !

Rappelons à M Bernard qu'il a fait poireauter la CGT pendant plus de 35 minutes à l'occasion d'une première réunion bilatérale prévue le 19 avril. Pas un mot pour s'excuser ou pour nous avertir de son retard. A tel point que nous avons

dû entrer dans la salle de réunion pour lui annoncer que nous n'attendons pas plus longtemps et que nous attendons une autre date de rendez-vous. Un bon sens du dialogue et du respect, non ?

Et nous voilà donc au jeudi 22 avril, à cette deuxième « réunion ». Pendant 20 minutes, la CGT n'a eu de cesse de proposer, de questionner, d'essayer de débattre avec Alain Bernard et les interlocuteurs présent.es. Face à nous, M. Bernard n'a cessé de regarder son petit bout de feuille sur la table. Nous avons l'impression d'être devant un enfant de maternelle boudant car il n'y avait pas de Nutella à

son quatre heures. Voilà donc le fameux « dialogue social », façon Alain Bernard. Une attitude indigne d'un vice-président d'une métropole de 1,1 million d'habitant.

Rappelons qu'il a été réélu avec 240 voix dans son village, soit plus de trois fois moins que les voix obtenues par la CGT MEL aux élections du CAS...

Arthur-Pierre Aubry

Réunions plénières

Trois syndicats claquent la porte et appellent à débrayer le 25 mai

Extraits de la déclaration commune que la CGT, la FSU et les Autonomes, qui représentent 78% des électeurs lors des dernières élections professionnelles, ont lue à l'employeur le 11 mai dernier, lors de la dernière réunion de « négociations » sur l'augmentation du temps de travail

Après la lecture d'une déclaration commune, la FSU, la CGT et les Autonomes ont quitté la réunion.

En effet, quel intérêt de nous réunir alors que tout se décide sans nous. Les refus, les silences et les fins de non-recevoir de l'administration sont à ce titre éloquent.

Tout a été organisé pour contourner les organisations syndicales.

Cette dé-légitimation est la marque du Président Castelain et de son exécutif, marque qui hélas perdure à l'aube de son deuxième mandat. La ficelle est grossière : il s'agit de limiter notre rôle à celui d'une simple chambre d'enregistrement. Refusant de limiter notre rôle au choix entre plusieurs scénarii qui mènent à la confiscation de nos jours de congés, nous avons fait le choix chacun à notre niveau de proposer d'autres sujets aux négociations, ayant trait de près ou de loin aux questions de temps de travail, de rémunération, d'effectif ou d'action sociale.

Nous avons alerté sur le fait

que [la] volonté de supprimer les congés bonifiés serait vécue comme un choc, une insulte pour les collègues concerné-e-s.

Nous avons proposé que le temps de présence supplémentaire à la MEL serve à des activités personnelles des agent-e-s, et à de la formation. Nous avons également proposé que la MEL fasse un effort sur l'action sociale et la restauration...

A la fin de ce processus de fausse négociation, notre constat est amer. C'est une véritable mascarade dont nous refusons d'être complices ou caution.

L'ensemble des revendications a été balayé d'un revers de main.

Hors sujet ! Pas à l'ordre du jour ! Pas de mandat du Président sur tel sujet ! Niet ! Nada ! Du balai !

Le Président n'a même pas eu le courage, contrairement à d'autres élu-e-s, d'écrire à la Ministre Madame De Montchalin pour exiger un report du calendrier de mise en œuvre, comme cela l'a été pour d'autres réformes antisociales du gouvernement Macron.

Il s'agit pourtant de la plus grande attaque contre notre statut et nos conquises sociales, qui plus est dans la maison d'Arthur Notebart, de Pierre Mauroy, ou de Martine Aubry, qui avait connu bien avant tout le monde les 35 heures.

La CGT, la FSU et les Autonomes considèrent qu'il est temps de changer les règles du jeu.

Nous ne serons plus cantonnés à ce pseudo « dialogue social » où tout est écrit d'avance.

Dans un dialogue, les règles doivent se définir ensemble.

Aujourd'hui nous annonçons que nous allons rencontrer les agents.

Nous prévoyons un rassemblement et une Assemblée générale du personnel le 25 mai prochain, et la CGT déposera dès aujourd'hui un préavis de grève pour cette date et les jours suivants.

Le « dialogue social » ne se limite pas aux réunions [et aux dates organisées et choisies par l'employeur] !

heures sans dialogue à la MEL

merci d'approuver les conditions générales

Biotope

« Open », mais pas très « space » !

Après cette longue période d'isolement que nous avons subi, l'heure du retour en présentiel va bientôt sonner pour les agents de la MEL (jauge de présentiel étendue à 50% et une journée obligatoire par semaine dès la fin du mois de mai et une jauge à 70% à compter de juillet).



Ce retour sera un soulagement de la majorité d'entre nous, mais au-delà du plaisir de retrouver une vie sociale, et de revoir ses collègues (chefs ?) préférés, cela ne va pas se faire sans difficultés.

Dès maintenant, les quelques agents présents rencontrent déjà de multiples désagréments : le bruit des conversations à voix hautes, les sonneries de téléphone, les photocopies situés à moins d'un mètre des bureaux, les « bips » des ascenseurs ou des phrases robotisées « en descente », « en montée » : autant d'éléments qui rendent déjà difficile le travail à Biotope. De nombreux collègues ressentent des céphalées en fin de journée et une fatigue importante. En plus de ce constat de bruits « parasites », soulignons également le manque flagrant de confidentialité et la difficulté de concentration. Beaucoup d'entre nous se questionnent sur leur capacité à supporter ce mode de travail bruyant !

Les bureaux panoptiques (ou open-spaces) sont d'ailleurs considérés par les psychanalystes et psychologues du travail comme des sources accrues de charges psychiques, de maladies, voire d'agressivité.

Les règles de savoir-vivre élémentaires seront-elles suffisantes pour compenser l'absence de cloisons et de bureaux individuels ?

L'Administration ayant privilégié ces open-spaces et leur meilleur rendement à des espaces cloisonnés, envisage peut-être une distribution quotidienne de paracétamol et de bouchons d'oreilles à l'entrée du bâtiment....

Martha Desrumaux

Les cadres de la CGT débattent et s'organisent

Retour sur le congrès de l'UFICT.

Les 18 et 19 mai 2021 s'est tenu le 10^e Congrès de l'Union Fédérale des ingénieurs, cadres et techniciens (UFICT), rattachée à notre Fédération CGT des Services publics.



Initialement prévu en mai 2020, ce congrès s'est finalement tenu à Montreuil, en visio-conférence et en présentiel. Ce report d'un an, dû à la crise sanitaire, nous a obligés à revoir notre copie et nos orientations, en tenant compte du cataclysme provoqué par cette crise dans notre champ syndical et professionnel, comme les changements politiques issus des élections municipales.

Ainsi, deux grands thèmes, qui vont s'intensifier dans les années à venir, ont traversé les débats : le réchauffement climatique et l'enjeu central des services publics.

Il a également été question de l'engagement social des cadres au regard de la transformation du travail et des incidences de la Loi dite de Transformation de la Fonction publique, sur notre statut, le développement de l'emploi précaire par les contrats de projet, des licenciements à travers les ruptures conventionnelles, la fusion des formations de l'encadrement supérieur de l'INET avec les écoles centrales de l'Etat, la suppression de congés légaux, le développement des pratiques de télétravail, les mobilités forcées, ou la déconstruction des prérogatives des instances représentatives du personnel (CAP, CT, CHSCT).

Ces quelques exemples illustrent le but du projet néolibéral actuel : celui d'effacer définitivement le Statut général des fonctionnaires, dernier rempart démocratique qui empêche encore les biens publics de devenir des biens marchands. C'est bien évidemment le rôle des cadres qui est interrogé, surtout quand ceux-ci, placés entre le marteau et l'enclume, subissent en premier les contre-réformes qu'ils doivent pourtant imposer aussi à leurs équipes.

La crise sanitaire a également mis en évi-



dence les conséquences de 40 années de choix politiques qui ont livré le pilotage de notre économie au seul monde de la finance (cf page 3). En corollaire, cette politique de courte vue a cherché à gommer la frontière entre les secteurs public et privé. Cette évolution s'est traduite, d'une part, par une privatisation de pans entiers de l'action publique, qui impacte le rôle des cadres territoriaux - il leur faut désormais « faire faire », provoquant une perte de sens significative dans leur travail. D'autre part, la généralisation de l'idéologie libérale a totalement remis en cause les modes de travail et organisations existantes. La logique du « management » issu de l'idéologie du new public management s'est diffusée dans les plus grosses collectivités territoriales. Après qu'on leur ait imposé de devenir des cost-killers, il faut aujourd'hui que les cadres territoriaux soient sur des postes-killers, et donc toujours faire plus avec moins. La crise sanitaire va, très certainement, être une des thématiques centrales du débat politique et l'enjeu sera pour nos catégories d'inscrire la question sociale au centre du jeu. Ce contournement de l'Histoire sera, avec la mise en avant de l'écologie et la remise en cause des formes actuelles de la mondialisation, l'une des clés de la politique de l'après pandémie, et dont l'UFICT se propose d'être la force de frappe. Bref, un congrès tourné vers le débat, et la construction de l'organisation des cadres territoriaux pour affronter les changements à venir !



Frédéric Parisot

Pour aller plus loin : Retrouvez les thèmes développés au 10^e Congrès à l'adresse <https://syndicoop.fr>

NON à la discrimination syndicale à La Poste !

Notre collègue Vincent, syndicaliste CGT et secrétaire du CHSCT de la Poste de Lille a été convoqué le 11 mai dernier en vue d'une sanction disciplinaire qui aurait pu aller jusqu'au licenciement.



Cette menace de sanction, complètement injustifiée, traduit le climat délétère qui règne à la Poste de Lille depuis quelques temps : les conditions de travail se dégradent, les primes ont été supprimées, les embauches sont inexistantes et les salaires toujours aussi bas.

Cette convocation disciplinaire peut être vue comme un moyen de tenter de faire peur aux syndicalistes et aux travailleurs pour les empêcher de se mobiliser. Eh bien c'est raté ! Un préavis de grève a été lancé pour les journées des 7, 10 et 11 mai avec piquet de grève devant la

direction de la Poste à Lille ! Les travailleurs ne se laisseront pas faire ! La CGT MEL apporte tout son soutien à ses camarades de la Poste de Lille et se joint à eux dans la lutte contre la régression sociale et la répression syndicale généralisée !

Car le climat social n'est pas non plus au beau fixe à La Métropole européenne de Lille : sanctions disciplinaires « pour l'exemple » à l'encontre de certains de nos camarades, suspension de notre boîte mail syndicale, refus de toute négociation de la part des élus (sur les 1607 heures

entre autres...) et même refus du président Castelain de nous recevoir comme il était de tradition du temps de Pierre Mauroy ou de Martine Aubry... Ce climat délétère doit cesser, à la Poste comme à la MEL, sinon la colère débordera et nos dirigeants seront responsables de ce qui arrivera : quand il n'y a plus de dialogue social, il ne reste plus que des actions sociales et syndicales d'envergure pour se faire entendre...

Pépé Roquet

Lutte contre l'homophobie et la transphobie - La CGT mobilisée !



A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie (IDAHOT), la CGT rappelle son attachement pour l'égalité et contre les discriminations de toute nature qui peuvent survenir

dans le monde du travail.

Le monde du travail est un des lieux d'expression des discriminations et notamment des LGBTI-phobies : injures, harcèlements, mépris affiché, « outings » forcés, inégalités de traitement ou d'avancement de carrière...

La Fonction Publique n'est pas épargnée par ces violences et ses discriminations. A la CGT MEL, nous avons par exemple défendu plusieurs collègues se sentant discriminé.es en raison de leur genre et de leur orientation sexuelle. Alors ensemble, faisons en sorte que nos environnements de travail et lieux de vie soient des espaces de sécurité et de liberté pour toutes et tous.

la rédaction

En savoir plus :
Gagner l'égalité des droits des LGBT dans le monde du travail. Guide de la CGT disponible sur le site Internet de la Fédération CGT des Services publics.



n'écoutez pas les sirènes !

Dans la rue comme dans les urnes

C'est l'expression qu'avait employé, au soir du 21 avril 2002, un candidat à la présidence de la République appelant ses électrices et électeurs à battre le Front national, formation politique d'extrême droite qualifiée pour le second tour des élections présidentielles.

Si nous n'avons pas vocation à faire la promotion d'une formation politique en particulier, en vertu de la charte d'Amiens à laquelle nous sommes affiliés, force est de constater que ce mot d'ordre nous concerne au premier chef !

Le 1^{er} mai dernier, lors de la Journée internationale des travailleuses et travailleurs, des militant.es de la CGT ont été pris.es à partie et agressé.es en raison de leur appartenance syndicale par des « manifestant.es », en marge des cortèges de Paris et Lyon. Au total, 21 blessé.es, dont 4 graves, ont été à déplorer chez nos camarades. Les membres de cette nébuleuse n'y ont pas ouvertement revendiqué leur appartenance idéologique et politique, mais les insultes à caractère sexiste, homophobe et raciste qui ont fleuri lors de ces altercations (« rien à foutre de tes collègues sans-papiers ») et les armes qu'ils ont utilisées à l'encontre de nos camarades visé.es n'ont rien à envier au vocabulaire et procédés utilisés par l'extrême-droite.

Heureusement, aucun incident de cette envergure n'a été constaté lors du défilé de Lille et dans les autres villes du Nord et du Pas-de-Calais. Mais cela ne veut pas dire que l'extrême-droite n'y est pas moins dangereuse.

Depuis des années, le Rassemblement national, dirigé par Marine LE PEN, est en progression constante dans la région des Hauts-de-France. A l'occasion des prochaines élections régionales, prévues les 20 et 27 juin prochains, la tête de liste du RN est créditée de 32% des intentions de vote au premier tour. Même topo pour les élections départementales, où le Rassemblement national risque de faire son entrée au Conseil départemental du Nord, qui ne compte – heureusement – pas d'élus frontistes.

Dans des campagnes de communication particulièrement lisses et ciblées, ce parti se présente comme le rempart social d'une population meurtrie par les délocalisations industrielles, le chômage de masse et la précarité. Cependant, on se demande bien en quoi ce parti serait « social » une fois au pouvoir...

Car les faits sont têtus !

En 2010, les élu.es du Front national au Conseil régional du Nord Pas-de-Calais avaient refusé d'accorder des subventions au Secours populaire, association d'entraide pourtant reconnue d'utilité publique en France. En 2016, lors du vote parlementaire sur la loi EL-KHOMRI, les députés et sénateurs FN avaient déposé des amendements encore plus libéraux que le texte proposé... alors qu'« en même temps », les dirigeants de ce parti critiquaient publiquement une « Loi Travail » directement inspirée par « l'Europe libérale de Bruxelles » !

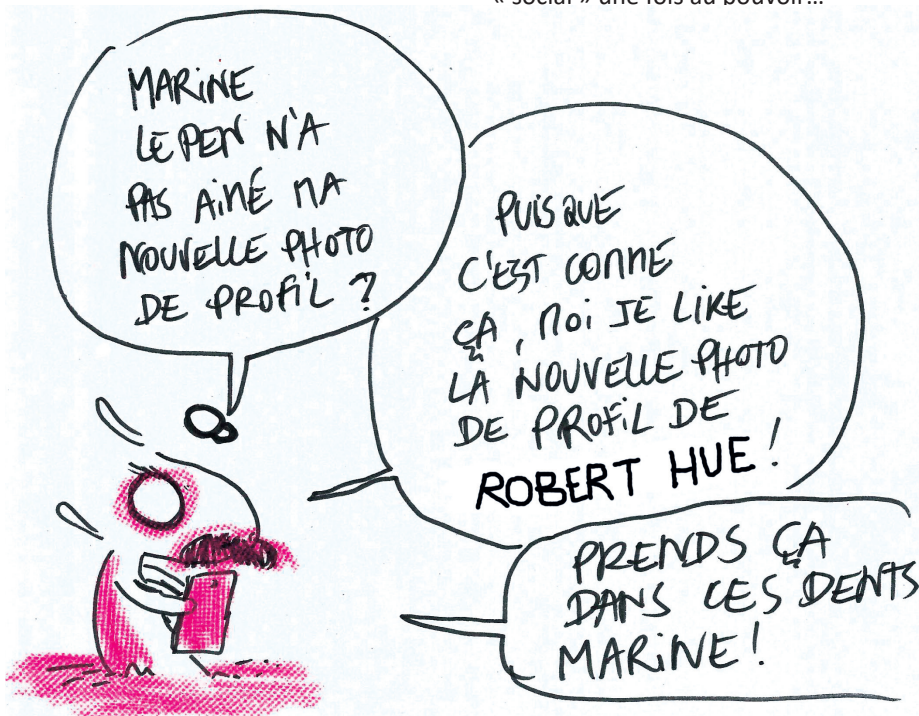
On pourrait décliner ces exemples à l'infini, tant ils sont nombreux... Mais qu'attendre d'autre d'un parti dont la dirigeante avait déclaré l'année dernière, sur RMC et BFM TV, « avoir toutes les raisons de détester la CGT et Philippe Martinez », notre Secrétaire confédéral ?

Le RN n'a, en effet, jamais été l'ami de la CGT et des valeurs que notre syndicat porte au quotidien.

Et ce ne sont pas nos nombreuses et nombreux camarades, durement réprimé.es à chaque fois que l'extrême-droite a été majoritaire en France et en Europe, qui diront le contraire !

L'extrême-droite ne doit donc pas devenir une solution, ni une fatalité ! Dans la rue, mobilisons-nous pour soutenir nos camarades agressé.es et ne pas laisser l'espace urbain ouvert aux courants les plus condamnables et les plus infréquentables ! Dans les urnes, faisons entendre avec force nos valeurs syndicales faites de progrès social et de solidarité envers le monde du travail en ne donnant pas une seule voix au Rassemblement national ! À bon entendre...

Ubo Goss



cgtiinfos

numéro 200 - mai 2021

Supplément spécial 200

CGT
Syndicat CGT / LMCU
Hotel de Communauté
Rue du Ballon
59034 LILLE Cédex
Tel : 03 20 21 23 46
Fax : 03 20 21 61 39

CGTinfos
Avril 2001



Sommaire	1)	Edito	2)	Repères revendicatifs
				3) Les chiffres clefs
				4) Droit et Dignité des salariés.
Dossier : Harcèlement professionnel				

2001 un bon cru ?

Non, je ne prends pas pour la célèbre astrologue Elisabeth TESSIER. Pourtant, j'en prends la part, cette année 2001 ne sera pas une année comme les autres pour les citoyens et les fonctionnaires que nous sommes. En mars ont eu lieu les élections municipales, un moment important de la démocratie locale. Mais au-delà de ce premier événement, d'autres élections se profilent à l'horizon, je veux parler de celles des représentants du personnel qui, auront lieu en fin d'année.

Je sais que les citoyens de ce pays se posent souvent la question : « à quoi cela sert d'aller voter ? ». En ce qui concerne les élections politiques, mon sentiment est que les responsabilités sont partagées : entre « une part la responsabilité des politiques qui ont pris pour habitude (marketing venant des États Unis) de se vendre comme des paquets de lessive et celle des électeurs. Les humanistes s'en défendent, il suffit de regarder les jugolets de l'info » pour s'en convaincre.

Quant aux élections professionnelles, la problématique me paraît tout à fait différente. D'abord, la question n'est pas la même. Auront-nous, aujourd'hui un tant d'agent communautaire, tout ce que nous avons obtenu sans l'intervention de la CGT ? Prime de fin d'année, 35 heures, régime indemnitaire, avancement au mérite, embauches, non-préavis, respect de la dignité et des conditions de travail...

Qu'on me comprenne bien, je ne suis pas un adepte de la langue de bois ! Voter, ce n'est pas un acte gratuit est neutre car cela entraîne la responsabilité de celui qui vote et celle des candidats éventuellement élus.

Au-delà de ces considérations, c'est le bilan de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire dont il est question aujourd'hui. La CGT a toujours dit qu'en toutes circonstances, c'est l'intervention massive des salariés qui est déterminante. Le rôle des militants de la CGT est donc de convaincre pas de manipuler. Les récentes négociations salariales se traduisent par 0,3 % d'augmentation démentant, que sans réactions de la part des travailleurs concernés, l'état fait ce qu'il veut malgré que les bons chiffres de la bourse et la croissance revenue. Alors, que convient-il de faire ? Simple et compliqué à la fois ! Dès lors que les salariés sont insatisfaits, il leur faut montrer leur mécontentement. Et là c'est le rôle d'une organisation syndicale, d'expliquer, de convaincre, d'organiser bref, d'assumer ses responsabilités.

Les avancées sociales, du droit de grève en passant par l'écoulement des nouvelles avancées de la législation, de mai 68 et même plus récemment sur la question de l'indépendance.

En ce début d'année, de siècle, de millénaire, nous devons prendre en considération tous ces éléments afin de préserver l'avenir des générations futures pour qui elles passent leur jeunesse. Alors encore une fois interrogez-vous : Aurions nous aujourd'hui, tout ce que nous avons obtenu sans l'intervention de la CGT ?

Paroles de Confinés

EDITION SPECIALE FIN DU MONDE

Une voix dans vos têtes
page 2

La chasse au Dahu
page 3

Elle est pas belle Notre vie ?
page 6

Jpeux pas ! J'ai cours de Lallemand !
page 8



cgtiinfos
N° 169 janvier 2018
Métropole européenne de Lille



Stéphane Dumez
pages 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12

tam tam tam tam tam tam
(musique de l'internationale)

cgtiInfos
Mars 2011
Lille Métropole

cgtiInfos n°100 ! demandez votre cgtInfos !

hourra !

Rendez-vous jeudi 17 mars
salle du Patio à 11h00
pour l'exposition des Unes du cgtInfos !

Panique au local syndical la CAP déclenche son PBO

cgtiinfos
N° 136bis novembre 2014
Lille Métropole

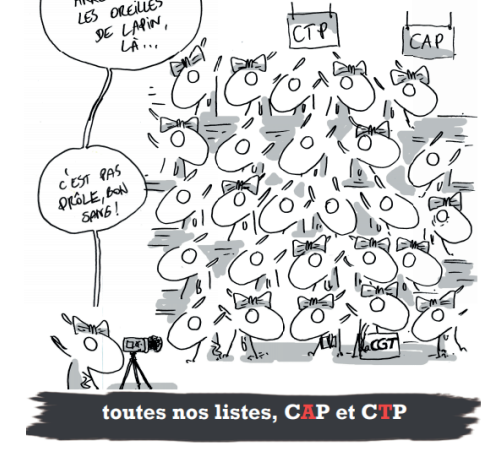
je vote le 4 décembre, un point c'est tout.

spécial élections du 4 décembre le trombinéo des candidats

HEU... VA FAULOZ ARRÊTER AVEC LES OREILLES DE LAPIN, LA...

C'EST PAS DRÔLE, BON SANS !

toutes nos listes, CAP et CTP



la cgt
MÉTROPOLÉ
Numéro 50
Mars 2005

CGT INFOS

Journal mensuel édité par le syndicat CGT de Lille Métropole Communauté Urbaine

HONNEUR AUX SUFFRAGÈTES !

Le mot est apparu en 1903 en Grande Bretagne pour désigner les militantes de l'Union Politique et Sociale des femmes, fondée à Manchester par Emmeline Pankhurst.

Ce mouvement n'hésite pas à recourir à la violence pour obtenir l'égalité politique des deux sexes : le droit de vote et le droit d'être élue.

Les suffragettes représentent donc la catégorie la plus radicale des militantes féministes britanniques du début du XXème siècle.

Après la publication par Olympe de Gouges d'une déclaration des droits de la femme et de la citoyenne en 1791 qui dénonçait l'exclusion des femmes de la représentation politique et réclamait la citoyenneté pour elles, le XIXème siècle est celui du début du constat des femmes pour la reconnaissance de leurs droits politiques.

Deux ans après Olympe de Gouges, Mary Wollstonecraft proclame l'égalité entre les hommes et les femmes dans Défense des droits de la femme en 1793.

Le premier combat féministe est en fait celui des suffragettes. Les militantes féministes poursuivaient, en effet, que le droit de vote leur ouvrirait l'accès aux centres décisionnels politiques et leur permettrait l'élaboration de lois abolissant les autres inégalités sociales.

Les suffragettes britanniques de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle furent à la fois les plus célèbres, les plus actives et les plus radicales.

Dans les années qui précèdent la guerre 1914-1918, les revendications se font de plus en plus violentes. Affrontements avec la police, attentats, actes de vandalismes, agressions parlementaires ou grèves de la faim... Tous les moyens sont employés pour maintenir la pression sur les gouvernements successifs. Ces revendications ont entraîné une répression féroce.

Première victoire : en 1918, le droit de vote est accordé aux femmes à partir de 30 ans ainsi que l'éligibilité.

Ce mouvement se développe dans d'autres pays et donne le droit de vote à la femme comme par exemple en Finlande 1906, au Danemark 1908, au Canada 1916, mais aussi la Turquie en 1934, en 1940 au Québec.

Des luttes se développent également en France notamment celles des munitionnettes qui travaillent dans les usines d'armement. En 1917, celles-ci se mettent en grève contre des conditions de travail épouvantables et obtiennent des acquies.

En France le droit de vote des femmes intervient en 1944, en Suisse en 1971, au Portugal en 1976.

En cette journée internationale de la femme, faisons honneur à ces suffragettes, et aux luttes nombreuses des femmes. Aujourd'hui, la question des droits des femmes est toujours posée, l'égalité d'accès à l'emploi, l'égalité des rémunérations, l'égalité de respect et de responsabilité.

Raison de plus pour lutter contre les dernières décisions du gouvernement, CNE et CPE qui risquent de précéder encore davantage la vie de nombreuses femmes.

Claudine TOMCZAK

cgtiinfos Spécial Euralliance

N° spécial CHSCT septembre 2015
Métropole européenne de Lille

L'édito page 2

Polluez sans en avoir l'air page 3

Salut Melton!! Ta travailles masqué maintenant?...

Ta n'y es pas du tout Melusine!!!
Ceci est un EPI (Equipement de Protection Individuelle)
Sur les chantiers on met le casque, à Euralliance on met ce machin...

cgtiinfos
N° 166 bis - Novembre 2017
Lille Métropole

Spécial CAS
Édito n°3

Le 14 décembre 2017, les agents de la MEL seront appelés à voter pour renouveler leurs élus et à de notre capacité à négocier et à trouver une solution (avec l'appui des autres organisations syndicales).

Le 14 décembre 2017, les agents de la MEL seront appelés à voter pour renouveler leurs élus et à de notre capacité à négocier et à trouver une solution (avec l'appui des autres organisations syndicales).

étécgtiinfos

N° spécial été 2015
Métropole européenne de Lille

de fin de leur été, pendant une semaine pour les passer en vacances

la CGT vous informe:
CAP du 26 juin 2015
page 3

Le Travail c'est la santé ... Mais ne pas respirer, c'est la conserver ! page 4

L'effondrement d'une partie d'un plafond
un liquide noirâtre et visqueux qui s'en écoule
plusieurs cas de maladie aux symptômes identiques
ce cgtiinfos spécial Euralliance dénonce et propose

Cadres à déconnecter, même en vacances.

Bonne lecture à toutes et à tous ...



l'autre édito

Notre CGT Infos fête ses 20 ans !

Il y a tout juste 20 ans, notre organisation syndicale, emmenée par Stéphane DUMEZ (†), s'était promis de faire naître un journal syndical sur notre lieu de travail : le **CGTinfos**.

Il fallait donner un coup de boost à notre syndicat et c'est dans ce contexte que le premier numéro du CGT Infos est paru en avril 2001. La création du journal fut un peu laborieuse, surtout pour le premier numéro, où la pratique du « couper / coller » était de rigueur. Et déjà, nous nous posions de nombreuses questions : allons-nous tenir la cadence d'un journal mensuel, aurions-nous des sujets à aborder qui correspondraient aux attentes et aux revendications du personnel ?

Nous voulions, en effet, que ce journal soit destiné prioritairement aux agents de la communauté Urbaine de Lille à l'époque et MEL maintenant et qu'il soit le ferment des revendications partagées et des luttes communes.

Nous voulions un outil de communication permanent qui tisse des liens forts avec les agents. Nous voulions également que ce journal incarne la volonté d'une vie syndicale et démocratique riche et constamment en mouvement.

Nous voulions que le CGT Infos soit représentatif de ce que nous faisons chaque jour à la CUDL, pour l'intérêt général, la défense des carrières, des agents, du service public, des conditions de travail, sans oublier notre lutte inlassable contre les inégalités.

Nous voulions que ce journal syndical soit un outil collectif par excellence, qui nous permette d'aller à la rencontre de nos collègues pour construire, ensemble, des alternatives sociales et syndicales.

Aujourd'hui, ces orientations importantes sont devenues réalité et nous pouvons nous en réjouir. Aujourd'hui, nous pouvons l'affirmer haut et fort : « notre journal fête ses 20 ans ».

La qualité et la pertinence de nos articles sont des atouts considérables pour aller de l'avant et pour répondre tout à fait concrètement à la demande.

Depuis sa création le CGT Infos, contre vents et marées, poursuit son cap : celui d'être, chaque mois, une publication syndicale de proximité, réalisée au plus près de l'actualité du monde du travail, des débats et enjeux locaux et nationaux et surtout au plus près des agents de la MEL.

Tu ne pourras malheureusement pas, Stéphane, assister à cet anniversaire. Mais de là-haut, nous sommes certains que tu vas être fier de ce 200ème numéro : il récompense 20 années d'effort qui n'auront, grâce à toi, pas été vains ! Pour toi, la diffusion chaque mois, du CGT infos, était synonyme de bonheur et de fierté. Tu étais heureux d'échanger les bonjours, les sourires, les petits gestes de sympathies que te lançaient tes collègues de travail.

Tu appréciais le fait que nous avions, au fil des mois, réussi à faire du CGT infos plus qu'un simple bulletin syndical.

Face à une poignée de « dirigeants » élus ou non, dont les objectifs, en matière de relations sociales, sont de refuser et de diviser, le CGT infos était devenu, une bouffée d'air pur, un trait d'union.

Le visage d'une CGT, qui au-delà de son rôle essentiel de défense des salarié.es, travaillait à faire grandir les liens d'amitiés, de considérations humaines et de respect de tous et de chacun.

Avoir le respect de l'autre, quel que soit son grade, ses opinions, ses convictions, ses origines, c'est en cela et pour cela que tu t'étais engagé sans compter.

Quel contraste avec le comportement de certain.es, qui ont tenté de mettre en cause ta dignité ! La veulerie avec laquelle ils ont agi est à l'image de ce qu'ils sont, politiquement, socialement, humainement.

Longue vie, donc, à notre journal et tous nos encouragements à l'équipe éditorialiste, encadrée par Vincent et Frédéric, sans oublier les dessins de Monsieur Lapin, qui illustre chaque mois les articles qui vous sont proposés, et pour de nombreuses années encore !



Les **Dumez Père et Fils** encadrent deux repris de justice.

l'agenda

> **avril 2001** – premier numéro du **CGTinfos**

> **octobre 2010** – premiers lapins dans un **CGTinfos**

> **mars 2011** – numéro **100** du **CGTinfos**

> **mai 2021** – numéro **200** du **CGTinfos**

> **juillet 2031** - numéro **300** du **CGTinfos** - sous titre : *les news syndicales et officielles de Lille Métropole* (depuis le partenariat avec le journal officiel de la MEL)

> **septembre 2051** - numéro **500** du **CGTinfos** la MEL- sous titre : *toutes les news de Lille Métropole* (depuis le rachat du journal officiel de la MEL par la CGT)

*François Dumez
et Daniel Dutilleul*

la **BD** de monsieur lapin

Quand j'ai commencé à dessiner pour le CGTinfos, j'étais nourri d'un fort ressenti négatif suite à mes déboires avec la MEL.

Petit à petit je me mis à comprendre les subtilités du dessin syndical.

Devenu un collaborateur régulier, mon dessin se fit plus incisif.



J'abordais des thèmes plus complexes et contemporains.

En gardant bien à l'esprit les thèmes qui m'étaient chers comme la défense de l'environnement.

Avec l'expérience j'ai aussi appris à introduire juste cette petite touche d'humour personnelle et subtile qui va rendre le dessin plus percutant.



En 2013, boosté par mes succès éditoriaux, je décidais de devenir éditeur à temps plein et de déménager à Villeurbanne.

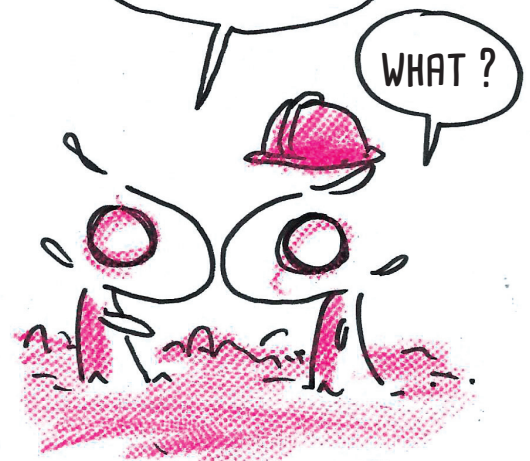
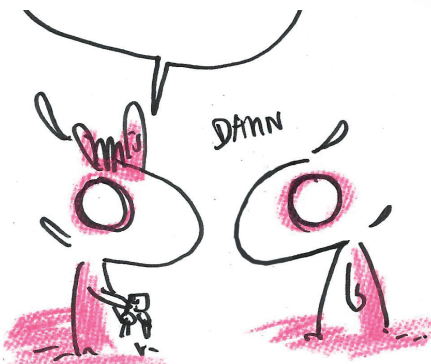
Qu'allait-il advenir de mes petits dessins et de ma mission contre le capitalisme ?

Parce qu'il fallait bien se rendre à l'évidence : j'étais désormais moi aussi un capitaliste...

VA FALLOIR LOUER UN TROISIÈME CAMION POUR QUE TOUS TES CARTONS D'INVENDUS RENTRENT BIEN

JE CONTINUE À DESSINER MAIS VOUS ME PAYEZ MAINTENANT ?

LA PISCINE DE BILLETS, ON POURRAIT L'INSTALLER PAR ICI, QU'EN PENSEZ-VOUS ?



Quelques années plus tard, le bilan est clair : il est possible de maintenir une relation de dessins syndicaux à distance.

L'inspiration est instantanée et naît de l'empathie que je ressens pour mes anciens collègues.

Ma conclusion ? la communauté urbaine était une structure tellement pesante et inhumaine que gérer une boîte d'édition de BD indépendante pendant le COVID, à côté, c'est un plaisir de tous les instants :)

OHLALALALALALA LES PAUVRES, HOLALALA, HOLALALALA, C'EST FOU TOUT CE QUI LEUR ARRIVE...

PRENDS ÇA, VILAIN CAPITALISTE MÉCHANT T'ES PAS GENTIL AVEC LES GENS

SALUT LES IMPÔTS, VOUS VOULEZ UN PETIT DESSIN SUR LA LIASSE FISCALE ?



:) - MONSIEUR LAPIN